66e Année. — N° 73

Le Numéro 15 CENTIMES

BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 Tourcoing, rue Carnot, 23

Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Fran. & Etran. 12.00 22.00 42.00
France, Belg. 12.00 24.00 48.00
Union post. 16.00 31.20 62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

ROUBAIX : Téléph. 1189 ; Inter. 34.

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

TOURCOING : Téléph. 37

66e Année. — N° 73

LUNDI 14 MARS 1921

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix 13, rue Carnot, Tourcoing

LES CALCULS DE L'ALLEMAGNE

L'échec des propositions allemandes à la Conférence de Londres a eu son épilogue au Reichstag.

Après avoir expliqué les raisons de son attitude et montré comme il fallait s'y attendre, que la rupture avait été uniquement motivée par l'intransigeance des alliés dans leurs « prétentions excessives », M. Von Simons a dévoilé les intentions de son gouvernement. Celui-ci ne renonce pas à l'idée de reprendre plus tard les pourparlers, mais il annonce dores et déjà que ses propositions seront dans l'avenir beaucoup moins avantageuses que celles qu'il avait eu la faiblesse de présenter à Londres, dans l'unique but de donner un témoignage de son esprit de conciliation. Il ne récidive pas dans sa générosité. Désormais, ses offres dépendront de la situation économique, qui, elle-même, sera influencée par le résultat du plébiscite en Haute-Silésie.

Sur ce vague programme, M. von Simons a rallié une imposante majorité. On le croyait au bord de la chute : il vivra encore.

Il vivra en tous cas tant que l'Allemagne se confinera dans l'expectative. Il est bien évident que les déclarations approuvées par le Reichstag ne signifient pas grand' chose. La menace de se montrer vis-à-vis de l'Entente moins généreuse est une puérilité qui prête à sourire. En réalité, la seule vérité qui ait été dite dans cette séance pour la galerie, c'est que les décisions ultérieures de Berlin seront conditionnées par le règlement de la question silésienne. Si l'Allemagne conserve la Haute-Silésie, elle consentira à payer une partie de ses dettes, dans la mesure où son relèvement économique ne s'en ressentira pas; si, au contraire, cette province lui échappe, elle se considérera comme libérée de toutes ses obligations, et elle s'enfermera dans sa tour d'ivoire, avec la conviction de créer un nouvel embarras à la France en l'obligeant à occuper une plus grande étendue du territoire allemand, au risque de ne plus être suivie par ses alliés.

Erreur de calcul. Le refus persistant de se prêter à un arrangement raisonnable ne peut qu'accentuer chez nos alliés l'irritation qu'a soulevée à Londres la mauvaise volonté de M. von Simons. Si, d'autre part, l'Allemagne dénonce le traité de Versailles, sous prétexte que nous avons appliqué les sanctions avant l'échéance du 1er mai, elle s'expose à ce que nous reprenions toute liberté d'action, c'est-à-dire à ce que nous développions notre occupation en profondeur et en durée, jusqu'à ce que nous ayons récupéré les sommes qui nous sont dues.

Son intérêt, par conséquent l'intérêt général c'est qu'elle se résigne à suggérer un système de remboursement qui nous fournira des garanties suffisantes pour que nous levions peu à peu les hypothèques que nous nous sommes assurées. Dans le cas contraire, nous serions peut-être amenés jusqu'à l'extrême limite de nos moyens de contrainte. Nous nous sommes engagés dans une voie où nous ne pouvons plus reculer sans compromettre définitivement notre cause.

L. G.

EN PAYS OCCUPÉ

Un projet de lock-out des industriels rhénans

LES OUVRIERS ALLEMANDS ONT RECOURS AUX ALLIÉS

Paris, 13 mars. — Les journaux apprennent de Duisbourg, que la Rhénanie serait menacée d'un formidable lock-out. Les gros industriels mènent une active campagne contre l'occupation et annoncent leur intention de fermer les usines et les chantiers. Les syndicats des ouvriers considérant la menace des patrons comme une manœuvre purement politique, destinée à les contraindre au soulèvement, se sont mis spontanément à la disposition des autorités militaires alliées, pour arrêter de plein accord avec elles une politique ouvrière interalliée dans les régions occupées.

UN MAITRE DE FORGES DE LA RUHR DÉCLARE QU'IL VA FERMER SON USINE

Paris, 14 mars. — Un de nos confrères reproduit les déclarations suivantes que lui a faites M. Welker, directeur de la firme Phénix, qui, avant la guerre, inondait le monde de rails et qui, aujourd'hui encore, occupe près de 20.000 ouvriers.

Sans même connaître le nouveau tarif douanier, je puis annoncer, dès maintenant, que l'Entente nous mène à la ruine. L'Angleterre propose une taxe de 50 0/0. la France 30 0/0. Ces taux sont exploitants. Nous ne pourrons lutter avec les firmes concurrentes de Dortmund ou de Solingen qui sont en pays occupé. Je vais, en conséquence, déclarer mes hauts-fourneaux et fermer mon usine.

Je n'ai d'ailleurs pas compris l'intérêt qu'a pensé trouver l'Entente en occupant ces régions. L'occupation de ces trois villes n'ajoutera rien à vos finances et elle ne sera guère avancée lorsque nous obligeons et moi nous précipiterons dans la misère des milliers et des milliers d'ouvriers.

Les Allemands renoncent à leurs troupes d'auto-protection

Berlin, 13 mars. — Les représentants de tous les Etats allemands, au Conseil d'Empire ont adopté aujourd'hui le projet de loi interdisant les organisations d'auto-protection dans l'Empire.

La mauvaise humeur des banques allemandes

Berlin, 13 mars. — La « Gazette de Francfort » publie que certaines banques importantes, parmi lesquelles la Banque d'Empire, auraient suspendu l'achat des chèques sur Londres et Paris et ne les prennent plus à l'encaissement.

Un député anglais propose d'aller à Berlin ?

Le « National News » annonce que le député Bottomley proposera le 14 mars, aux Communes, la marche immédiate des troupes alliées sur Berlin, comme seul moyen d'imposer à l'Allemagne le respect du Traité.

VOIR, page 2, NOS DÉPÊCHES de la Dernière Heure

LE VOYAGE PRÉSIDENTIEL

M. Millerand à Bellegarde et à Lyon

Les travaux d'aménagement du Rhône. — Une visite au chantier de Genissiat. — La réception à Bellegarde. - L'arrivée à Lyon. M. Millerand à la Préfecture.

A INJOUX-GENISSIAT

Bellegarde, 13 Mars. — Le Président de la République est arrivé à 7 h. 30 à Injoux-Genissiat, sur la ligne d'Ambemieu à Genève. Accompagné de M. le Trocquer, Ministre des

M. MIILLERAND
Président de la République

Travaux Publics, le chef de l'Etat gagne immédiatement à pied le chantier des travaux de sondage du Rhône. Le temps est superbe. Tous les habitants acclament le Président à la sortie de la gare.

Après avoir accordé à la nature sauvage du site, l'attention qu'elle mérite, le chef de l'Etat écoute les explications techniques du Ministre et des ingénieurs.

L'aménagement du Rhône doit être réalisé par une Compagnie Nationale du Rhône, comprenant toutes les collectivités intéressées, à laquelle l'Etat donnera son concours technique et financier.

Les dépenses sont évaluées de 2 milliards 500 millions à 3 milliards.

Dès que le projet aura été sanctionné par le Sénat, la Commission interdépartementale se réunira pour la constitution de la Compagnie nationale du Rhône qui sollicitera la concession de l'ensemble de l'aménagement du fleuve.

Le cortège présidentiel regrimpe le sentier abrupt et à plusieurs reprises, M. Millerand se retourne pour admirer le coup d'œil.

A BILLIAT

On reprend le train à 8 h. 35 et l'on s'arrête à la petite gare de Billiat. M. Millerand serre la main au maire, signe un registre et remercie une fillette qui lui récite un compliment. Puis, guidé par l'ingénieur des travaux de sondage de Malpertuis, gagne une hauteur dominant la vallée du Rhône. La foule accueille M. Millerand au cri de « Vive la République! ». Une plateforme a été audacieusement construite à 100 mètres au-dessus du Rhône, qui, à cet endroit, coule comme un torrent écumeux entre des rochers encaissés.

A BELLEGARDE

A 9 h. 20, M. Millerand regagne son train et à 9 h. 30 arrive à Bellegarde. Une compagnie du 23e régiment d'infanterie, avec drapeau et musique rend les honneurs. Le chef de l'Etat la passe en revue. La bienvenue lui est encore souhaitée par de charmantes enfants, qu'il embrasse. Le cortège gagne en voiture automobile la perte du Rhône.

M. Millerand, descendu de voiture, contemple longtemps ce décor unique.

Le Ministre lui explique que si les barrages de Génissiat était construit, le pont sur lequel il est, à 50 mètres au-dessus du lit desséché du fleuve, serait recouvert par plus de 10 mètres d'eau.

A L'HOTEL DE VILLE

Une fois encore, des paroles de bienvenue lui sont adressées par une jeune fille. La population massée sur la place, fait entendre de chaleureuses ovations.

M. Millerand pénètre dans la maison communale, où ont lieu les présentations par M. Alexandre Bérard, sénateur.

DISCOURS DU PRÉSIDENT

Répondant à une allocution du Maire de Bellegarde, le Président dit que la tâche n'est pas terminée et que les travaux de la paix n'exigent pas des efforts moindres que les travaux de la guerre.

Vous avez eu raison — dit-il — M. le Maire, d'affirmer l'urgence d'aboutir à une solution.

D'ici quelques semaines, le projet de loi qui réalisera l'aménagement du Rhône sera voté par la Haute Assemblée. Le lendemain, j'en suis sûr, on se mettra à l'œuvre. Nous verrons enfin ce projet admirable, depuis si longtemps étudié, entrer dans la voie de la réalisation.

Les paroles du Président sont longuement applaudies.

Puis, dans son wagon-salon, le Président reçoit l'évêque de Belley, Mgr Monnier, le pasteur protestant et une délégation de l'Association Suisse pour la navigation du Rhône au Rhin.

A 11 h. 10, le train présidentiel part pour Lyon.

A LYON

Lyon, 13 Mars. — Le train présidentiel entre en gare de Lyon-Perrache à 14 h. 25. Les Chasseurs cyclistes de la division de cavalerie, rendent les honneurs. A l'intérieur de la gare, M. Millerand est reçu par MM. Bonnevay, Dior, Sarraut, Ministres; M. Herriot, député, maire de Lyon; M. Canal, Préfet du Rhône; le général Marjoulet, commandant le 14e Corps, etc.

La réception favorisée par le beau temps est grandiose. Le public, massé devant la Gare, fait au Président un accueil extrêmement chaleureux.

UNE VISITE A LA FOIRE

Le cortège présidentiel se rend à pied, cours de Verdun, devant la Gare où sont installés de nombreux stands de la Foire de Lyon. Pendant une heure, le chef de l'Etat s'est promené dans le labyrinthe de cette vaste exposition. A 15 h. 30, le cortège présidentiel gagne ses voitures.

UNE RECEPTION A LA PREFECTURE

Tout Lyon s'est porté sur le parcours suivi par le Président de la République pour se rendre à la Préfecture. Le cortège arrive à 16 heures à la Préfecture où a lieu la réception des autorités civiles et militaires.

Le général Marjoulet, commandant le 14e Corps, affirme le dévouement des officiers au premier magistrat et au Gouvernement de la République.

M. Millerand lui répond :

Je suis très heureux de saluer ici les officiers de l'armée active et les officiers de complément confondus dans cette cérémonie. Ils l'ont été sur le front pendant quatre ans et demi. Cette heure s'est heureusement passée et le Gouvernement de la République interprète fidèle du pays, pense qu'elle ne reviendra pas. Vous aurez cependant à manifester les vertus guerrières dont nous avons tant de preuves admirables. Les mêmes vertus qui ont donné la victoire, doivent contribuer à faire de la France, la grande nation qu'elle veut être dans la paix.

Répondant à l'inspecteur d'Académie, M. Millerand dit notamment :

Nous pouvons compter sur le dévouement absolu des maîtres dans l'accomplissement de leur tâche, la plus belle de toutes. La République compte sur eux pour préparer, dans l'avenir, des générations dignes de celles qui ont été pendant 4 ans et demi l'admiration du monde.

A l'issue des réceptions, le Président est allé se reposer dans un appartement que le Préfet avait mis à sa disposition.

LE DINER

Lyon, 13 mars. — Le dîner offert par la Chambre de commerce de Lyon est servi dans la grande salle du Palais du Commerce. Il comprend 500 couverts et conformément à la tradition, il est somptueusement ordonnancé. A la table d'honneur M. Millerand a à ses côtés M. Coignet, sénateur, président de la Chambre de commerce; les membres du gouvernement; MM. Bonnevay, Le Trocquer, Sarraut, Dior; MM. Herriot, maire de Lyon; Canal, préfet du Rhône; les sénateurs et députés du département.

Au champagne, M. Coignet, portant un toast en l'honneur du Président de la République, lui a exposé les vœux de l'industrie de la soierie.

M. Millerand a ensuite remercié le Président de la Chambre de Commerce, de l'accueil qui lui a été réservé, puis il a abordé le problème capital de l'aménagement du Rhône. Il a ensuite ajouté :

La guerre a légué à la paix un lourd héritage de complications et de difficultés. La crise que nous traversons est aussi douloureuse qu'inévitable. J'ai confiance que nos producteurs, libérés peu à peu des entraves que leur avaient imposées les circonstances et désormais rendus à la complète et nécessaire liberté de leur action, la surmonteront bientôt.

En terminant, M. Millerand a célébré le génie lyonnais, à la fois robuste et souple, une des forces et des parures de notre pays.

Le discours de M. Millerand a été applaudi avec vigueur par toute l'assistance.

M. Millerand a quitté le dîner, salué par les ovations et les applaudissements des convives. Il a gagné en auto la Préfecture où il est arrivé à 22 h. 30.

Le Président consacrera sa journée de demain toute entière à la ville de Lyon et à la visite de l'usine de force motrice construite à Jonage.

LA CONTRE-RÉVOLUTION EN RUSSIE

LA LUTTE ENTRE CRONSTADT ET PETROGRAD

Londres, 13 Mars. — D'un message d'Helsingfors, de source britannique : La lutte continue acharnée dans la région de Pétrograd où le bombardement gagne en violence. On croit que la garnison de Cronstadt prépare une nouvelle attaque contre Pétrograd. Les forteresses de Valkessari et de Systerbaek sont en flammes.

D'après un radio-télégramme de Cronstadt les révolutionnaires déclarent qu'ils sont en mesure de continuer la lutte jusqu'à la chute du gouvernement des soviets.

Un régiment qui avait été amené de Jursk à Pétrograd, pour participer à l'attaque de Cronstadt est passé aux insurgés.

LES CHEMINOTS CONTRE LES SOVIETS

Paris, 13 Mars. — Une dépêche de Riga de source anglaise souligne les difficultés éprouvées par les bolchevistes pour transporter les troupes du sud de la Russie, pour combattre les insurgés de Cronstadt, en raison du refus des cheminots de transporter ces troupes.

LENINE EST PESSIMISTE

On annonce que Lénine a déclaré que les événements de Cronstadt étaient très sérieux et qu'ils avaient détruit l'espoir d'une reprise prochaine des relations économiques avec les autres nations.

LES RÉPARATIONS

UN MANIFESTE DU « PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS »

Paris, 13 mars. — La « France Libre » publie un manifeste signé de tous les membres du Comité du « Parti socialiste français » et adressé aux travailleurs du monde.

Après avoir rappelé les responsabilités évidentes de la guerre et l'horreur des crimes commis par les Empires centraux, le manifeste affirme la validité du principe des réparations inscrit dans le Traité de Versailles :

Dans toute la mesure du possible, les maux de la guerre doivent être réparés par leurs auteurs responsables. La guerre ne doit plus apparaître à personne comme une affaire profitable, mais comme un crime impardonnable et qui, en tout cas, doit entraîner la légitime réparation des torts causés aux victimes. Toute autre conception ne serait que duperie, toute dissimulation ou toute atténuation de la rigueur de ces principes ne servirait qu'à éterniser les maux dont souffre l'humanité: l'exploitation de l'homme par l'homme, l'anarchie économique, la misère pour le plus grand nombre, le militarisme si facilement provocant et agresseur.

Le manifeste se termine par ses mots :

Travailleurs du monde entier, unissez-vous dans ce cri : Justice !

UN CINQUANTENAIRE

Cette fois, non, ce n'est pas d'un homme célèbre qu'il s'agit, C'est du beau temps.

Il y a cinquante ans, du 1er mars au 1er juin, le temps fut splendide. Pas une journée de pluie. Il y eut une étonnante abondance de muguet et de lilas.

Et tandis que le printemps, au lendemain de nos désastres, était en fête ainsi, le soleil éclairait la guerre civile et les incendies de la Commune.

LE MINISTRE DE LA Défense nationale belge A PARIS

UNE CÉRÉMONIE AU MUSÉE DES INVALIDES

M. Devèze, remet au général Malleterre, un Mémorial destiné à rappeler le rôle glorieux de la Belgique pendant la guerre.

Paris, 13 Mars. — C'est ce matin à 11 heures, au Musée des Invalides, qu'en présence de M. Barthou, Ministre de la Guerre, M. Devèze, Ministre de la Défense Nationale Belge, a remis solennellement au général Malleterre, le Mémorial Belge qui, placé à la Galerie des Alliés, du Musée de l'Armée, doit rappeler le rôle glorieux joué par la Belgique au cours de la Grande Guerre.

Dès 10 h. 45, une compagnie du 103e régiment d'infanterie, avec sa musique et son drapeau, se range dans la cour du Musée, du côté de l'esplanade des Invalides. A 11 heures précises, le Ministre de la Guerre Belge arrive en automobile. Il est accompagné de M. Barthou et des généraux Biebuyck, aide-de-camp du Roi, commandant la 8e division à Bruxelles; Yoostens, Attaché militaire à l'ambassade de Belgique à Paris, chef de la mission militaire; Maglinse, chef d'Etat-Major général de l'armée Belge; le général-major, baron de Jambline de Meus, directeur du Musée de l'Armée Belge; le colonel Panhuys, sous-chef du cabinet du Ministre de la Guerre Hergault, chef du cabinet du Ministre de la guerre français et le général Serrot Almeras Latour, Attaché militaire à l'ambassade de France à Bruxelles.

Après avoir échangé quelques paroles de bienvenue, les Ministres, précédés du général Malleterre, se rendent à la galerie des Alliés, où doit se faire l'inauguration du Mémorial.

Le Ministre de la Guerre prononce son discours.

Le Ministre a rappelé la fraternité des armes pendant la guerre. « Vous avez donc voulu maintenant, dit-il, que ce temple s'élargisse. Vous avez voulu que le souvenir de ces soldats qui combattirent à côté des vôtres et tombèrent avec eux, pour la même cause, se confonde encore avec le souvenir des vôtres dans le repos suprême. Fraternellement vous leur avez fait place au foyer de votre gloire et la première de ces places, c'est au soldat belge que vous l'avez offerte. Je confie aux Invalides de France la garde du Mémorial Belge. »

Puis, M. Devèze remet au général Malleterre un entablement en marbre, au-dessus duquel se trouve peinte sur un fond de branches et de feuilles d'olivier, une femme qui symbolise la Belgique, glorifiant ses héros.

Le général Malleterre, remercie le Ministre de la Guerre belge, et à son tour, fait l'éloge du courage et de l'énergie déployés par l'armée Belge, tant dans la défensive que dans l'offensive victorieuse qui, en 1918, libéra son pays opprimé et fit prévaloir la justice et le droit.

M. DEVÈZE DÉCORE DE LA CROIX DE GUERRE

M. Barthou, Ministre de la Guerre, joint ses éloges à ceux du général Malleterre, puis, se tournant vers M. Devèze, il épingle la croix de guerre sur sa poitrine et donne lecture de la citation suivante, tandis que le Ministre belge est l'objet d'une longue ovation :

Devèze, Albert-Joseph-Charles, capitaine de réserve d'artillerie, de l'armée belge, bien que libéré de toute obligation militaire, s'est engagé comme simple soldat dès le premier jour de la mobilisation. Pendant toute la durée de la campagne, n'a cessé de remplir les missions les plus périlleuses, donnant à tous l'exemple de la plus grande bravoure et du plus ardent patriotisme. S'est notamment fait remarquer comme commandant d'une batterie d'obusiers de 105, coopérant avec une division d'infanterie française, lors de l'offensive de 1918.

Le Ministre Belge, accompagne de M. Barthou, descend dans la cour ou la musique du 103e, après avoir sonné « Au Drapeau », joue la « Brabançonne » et la « Marseillaise ». Les deux Ministres de la Guerre, aux acclamations de la foule, montent dans leur auto et se rendent au Cercle interallié.

UN DEJEUNER AU CERCLE INTERALLIE

Paris, 13 Mars. — A l'issue de la cérémonie de ce matin aux Invalides, le Ministre de la Défense Nationale de Belgique, M. Devèze, a offert, au Cercle Interallié, un déjeuner en l'honneur du Ministre de la Guerre de France, M. Barthou.

Les Toasts

A la fin du déjeuner, M. Devèze a porté à la santé de M. Barthou, et à l'Armée Française, un toast dans lequel il a souligné l'accord qui existait, dès 1830 entre la France et la Belgique, et, en insistant sur la communauté de vues qui existe maintenant entre les deux pays depuis l'accord militaire franco-belge et qui s'est manifestée par l'action concordante des deux armées sur le Rhin.

Dans sa réponse, M. Barthou a insisté sur le caractère de l'union entre les deux pays que justifient à la fois la raison et le sentiment. Il a évoqué le rôle de l'Armée belge au début de la guerre et les heureuses conséquences de la résistance qu'elle opposa aux armées allemandes.

LA GUERRE DE DEMAIN

UNE TERRIFIANTE DÉCOUVERTE AMÉRICAINE

New-York, 12 mars. — Les laboratoires de chimie de l'armée annoncent la découverte d'un poison liquide dont trois gouttes posées sur la peau d'un homme suffiraient à le tuer. Ce poison, tombant, comme une pluie, de tuyaux fixés sur avion, tuerait presque tous ceux qu'il trouverait sur son passage.

La plupart des nations possèdent les matières premières nécessaires à la fabrication de ce liquide, laquelle est limitée seulement par l'énergie électrique disponible.

Petites Nouvelles

— Une nouvelle promotion dans l'ordre du Mérite agricole, qui sera complémentaire de celle du 25 février dernier, paraîtra très prochainement au « Journal Officiel ». Cette promotion serait signée par M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, dans les premiers jours de la semaine.

— Selon le « Sunday Express », de nouvelles négociations anglo-irlandaises ont été entamées.

— Le général Nollet, président de la Commission des réparations, se rendant à Berlin, a quitté Paris par le rapide de Cologne.

— Lord Charles Montagu, se rendant à Londres, a quitté Paris par le rapide de Boulogne.

— D'après l'équipage du vapeur « Marine », venant d'Amérique, le navire français « Victoriane » aurait fait naufrage dans l'Océan.

— A Sanghaï, un incendie a détruit les entrepôts contenant plus de la moitié de toute la soie destinée à l'exportation. On évalue les pertes à 6 millions de dollars.

— A Varsovie a eu lieu le premier acte du service aérien entre Paris-Varsovie.

LA TRIPLE Visite Ministérielle à Lille

MM. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture ; Daniel Vincent, ministre du Travail, et Lugol, sous-secrétaire d'Etat aux Régions libérées

Deux ministres et un sous-secrétaire d'Etat étaient à Lille, dimanche, venus à l'occasion de la séance inaugurative de la Caisse de chômage, du Congrès des Coopératives de reconstruction et de la distribution des récompenses

LEFEBVRE DU PREY
ministre de l'Agriculture

aux agriculteurs du Nord. C'était MM. Lefebvre du Prey, Daniel-Vincent et Lugol.

La création de la Caisse de chômage du Nord

UN DISCOURS DE M. DANIEL-VINCENT

C'est sous la présidence de M. Daniel-Vincent, ministre du Travail, que, dimanche matin à dix heures, à la Préfecture, se sont réunis les membres du Comité du chômage du département.

Y assistaient de nombreux conseillers généraux, délégués des syndicats patronaux et ouvriers; M. Lebas, député-maire de Roubaix; Leduc, maire de Tourcoing; Conem, maire d'Armentières; Wibaux, Boulin, inspecteur divisionnaire du travail, etc...

Après quelques paroles de bienvenue de M. Naudin, M. D. Vincent parle de la crise du chômage dont la solution tient beaucoup plus, selon

M. DANIEL VINCENT
ministre du Travail

lui, dans le rétablissement économique que dans l'octroi de secours, simple palliatif.

Le ministre, après avoir défini, le rôle de la Commission du chômage, assure l'assistance de son désir de voir « l'effort commun sauver le labeur national ».

Lecture est ensuite donnée par M. Boulin de son rapport sur le chômage dans le département du Nord.

Une discussion s'est ensuite engagée avec M. le Ministre du Travail à laquelle ont pris part MM. Nicolle, Wibaux et Lebas.

La réunion a pris fin à midi et demi.

Le Congrès des Coopératives de reconstruction du Nord

M. LUGOL LE PRÉSIDE AU NOM DE M. LOUCHEUR

Rentré seulement à Paris, dimanche matin, de Londres où il participa de façon si active et si efficace aux travaux de la Conférence, M. Loucheur, dans l'impossibilité d'assister au Congrès des Coopératives de reconstruction du département du Nord, avait délégué à celui-ci M. Lugol, sous-secrétaire d'Etat aux Régions libérées.

Ce Congrès se tint à 10 h. dans la salle du Conservatoire, place du Concert, en présence de la plupart des parlementaires du Nord.

M. Collas, président de la Fédération départementale des Coopératives, prenant le premier la parole, salue M. Lugol et rend un vif hommage à M. Loucheur.

Ce qu'il faut pour reconstituer le Nord, dit M. Collas, c'est de l'argent. La loi nous autorise maintenant à contracter un emprunt exonéré d'impôt. Coopérons tous à le réaliser.

M. Lugol, dans sa réponse, conseille aussi la réalisation de cet emprunt et promet que M. Loucheur demandera les crédits nécessaires pour faire disparaître le découvert qui paralyse l'action des coopératives de reconstruction.

La distribution des récompenses de la Société des Agriculteurs du Nord

M. LEFEBVRE DU PREY L'HONORE DE SA PRÉSENCE

A midi, dans la salle des conférences de l'Université, a eu lieu la distribution des récompenses de la Société des Agriculteurs du Nord, par M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, entouré de son collègue, M. Lugol, sous-secrétaire d'Etat aux Régions Libérées ; de MM. Macquez, Pancqual, députés du Nord ; Bersez, sénateur ; Dufour, Bourdon, Le Glay, Guilbaut, conseillers généraux ; Naudin, préfet du Nord ; Cantineau, président de la Société des Agriculteurs ; Merchier, secrétaire ; général Lacapelle ; Lyon, recteur, etc.

M. Cantineau, après les souhaits d'usage, a donné lecture des vœux et revendications qu'il soumet aux deux ministres de l'Agriculture et des Régions Libérées : engrais, alcools, bétail récupéré d'Allemagne, prêmes de remise en état de culture, etc.

M. Lefebvre du Prey, après avoir salué les vieux artisans de la terre, rend hommage à leurs efforts de reconstitution et les assure de toute son aide. La culture du Nord, facteur important de la richesse nationale, doit être rétablie sur les bases d'avant-guerre.

M. Lugol a prononcé ensuite quelques mots pour excuser M. Loucheur. Il souligne à ce propos avec quelle adresse et rare bonheur M. Loucheur a été le plus précieux collaborateur pour le Président du Conseil.

Avant de donner lecture du palmarès, M. Lefebvre du Prey remet à M. Georges Potié, maire de Loos-lez-Lille, vice-président de la Société d'Agriculture, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Sont décorés du Mérite Agricole :

Officiers: M. Despretz, brasseur, conseiller général à Hem.

Chevaliers: MM. Lodois Desmarchelier, journaliste, à Roubaix; Paul Fremaux, publiciste, à Lille; Lemaire, instituteur, à Roubaix.

Lecture a été ensuite donnée du palmarès.

De ce palmarès, nous extrayons les prix qui suivent :

Concours de chevaux de trait du Nord (Cambrai 17 octobre 1920) : Prix de lot, 2e catégorie, 6e prix, 250 fr., à M. Pierre Couvreur, de Lille; 9e prix, 235 fr., M. Pierre Couvreur; 11e prix, 225 fr., M. Pierre Couvreur.

Concours du blé: Moyenne culture: 3e prix, diplôme, médaille de bronze et prime de 125 fr., M. Victor Brunaux-Vary, de Mons-en-Pévèle.

Concours d'élevage (espèce bovine): Grande culture, 2e prix, diplôme, médaille d'argent et prime de 700 fr., M. Henri Lepers, à Wattrelos.

Moyenne culture: 3e prix, diplôme, médaille d'argent et prime de 400 fr., M. Alexis Carrillon, à Bourghelles.

Récompenses aux vieux serviteurs agriculteurs Diplôme, médaille de mérite, 100: MM. François Savieux, à Mouchin; François Vandersippe, à Cappelle; Louis Courtecuisse, à Cappelle.

A 14 heures, la séance était finie.

Un banquet. Le départ des ministres

A 15 heures, un banquet fut servi à l'Hôtel Matheman, présidé par M. Cantineau, ayant à sa droite, MM. Lefebvre du Prey et Lugol, et à sa gauche, M. Daniel-Vincent, qui, retenu au début dans la présidence de la réunion sportive de l'Olympique Lillois, tint à venir prendre sa place avant les toasts. Des discours ont été prononcés par MM. Cantineau, Naudin, Macarez, Auguste Potié, Vancauwenberghe, Lugol, Daniel-Vincent et Lefebvre du Prey.

A 19 h., les ministres accompagnés des officiels, reprenaient le train de Paris.

LA RENTRÉE DES MINISTRES A PARIS

Paris, 13 mars. — MM. Lefebvre du Prey, Daniel-Vincent et Lugol sont rentrés à Paris, à 22 h. 10, par le rapide de Tourcoing.

NOS BRAVES

MÉDAILLE MILITAIRE

NOUVEAUX PROMUS

ROUBAIX

— **L'adjudant aviateur Jules Viget**, employé chez M. A. Decoulange et habitant 45, rue du Vieil-Abreuvoir, vient de recevoir la Médaille militaire pour laquelle il avait été proposé durant les hostilités.

Il obtint alors qu'il était dans l'artillerie, deux citations. La première, à l'ordre de la 131e division, le 17 mai 1917.

« Etant au repos au poste d'observation du groupe situé à environ 600 mètres de la batterie et ayant été prévenu par l'observateur de service qu'un incendie s'était déclaré dans les munitions de sa batterie, s'y est transporté spontanément pour offrir son aide. A concouru aux travaux de sauvetage de ses camarades et de son commandant de batterie ensevelis à la suite d'une forte explosion et n'a évacué la position qu'après s'être assuré qu'il n'y avait plus aucun survivant à secourir. »

Le 15 novembre suivant, il faisait à nouveau l'objet de la citation suivante à l'ordre de la 26e division :

« Sous officier de grande valeur, brave et intrépide, volontaire pour toutes les missions périlleuses. S'est distingué dans l'attaque du fort de la Malmaison en emportant sur la position conquise pour y établir un observatoire. »

Passé dans l'aviation, il était cité le 10 octobre 1916, à l'ordre du 30e C.A. :

« Observateur courageux et résolu, a exécuté de nombreuses liaisons d'infanterie pendant les opérations de mai, juin et juillet 1916, n'hésitant pas à descendre à faible altitude pour mieux remplir sa mission. Le 29 juillet, s'est spontanément offert pour remplir une mission délicate malgré la brume et la nuit tombante. Est rentré sa mission accomplie dans l'obscurité la plus complète, son appareil atteint de plusieurs balles. »

Enfin le 16 octobre suivant, il était cité à l'ordre de la 5e armée :

« Observateur remarquable de courage et de sang-froid, a accompli de nombreuses missions de réglage et de liaison d'infanterie, n'hésitant pas à voler à très faible altitude, pour avoir des renseignements absolument sûrs, malgré un feu très violent de mitrailleuses de terre. Le 20 août 1916, exécutant une mission d'accompagnement, à très faible altitude, a été grièvement blessé. A continué sa mission et a ramené à son retour des renseignements très importants avant de songer à se faire panser. Une blessure et trois citations antérieures. »

— **M. Albert Leclercq**, soldat au 109e R.I., qui habite chez ses parents, 7, cité Bernard, rue Leperrier. « Soldat d'un dévouement absolu, s'est vaillamment conduit, le 2 octobre 1918, au cours d'une contre-attaque ennemie. Deux blessures antérieures. »

TOURCOING

— **M. Louis Houpline**, agent de liaison au 130 R.I., membre du Groupe des Mutilés, 10, rue des Champs. Le nouveau médaillé avait été l'objet de cinq citations, dont celles-ci : « Etant en pays envahi, a franchi les lignes ennemies volontairement et à ses risques et périls, donnant ainsi un bel exemple de patriotisme et d'esprit de sacrifice. — « Agent de liaison plein d'entrain et de sang-froid s'est particulièrement distingué au cours des combats du 13 juillet. A été blessé en défendant, les armes à la main, le poste de son chef de bataillon. »

DÉCORATIONS POSTHUMES

ROUBAIX

— **Jean Ortero**, du 16e régiment de cuirassiers à cheval : « A pris une part glorieuse au combat de cavalerie de Pierrefeu (Meurthe-et-Moselle), livré par son escadron, le 11 août 1914, pour se faire jour à travers deux escadrons de dragons hadets. Est mort des suites de ses blessures reçues au cours de la mêlée. Croix de guerre avec étoile d'argent. »

Ses parents habitent rue de la Bleuse Tête, Roubaix.

— **M. Victor Gabriel**, [illegible] les parents habitent 23, rue [illegible] courageux et dévoué. Mort en [illegible] le 13 octobre 1917, devant le fort [illegible] glisel, en faisant volontairement [illegible] blessure antérieure. Croix de guerre [illegible] gent. »

— Le caporal Louis Gérard, du 329 R.I. : [illegible]